

M. Mackenzie: C'est ainsi qu'on agit en affaires, dans notre régime économique.

Le président: Je suppose que le seul moyen d'action est l'octroi des permis d'exploitation.

M. Mackenzie: Vous nous faites entrer dans un sujet compliqué, celui des permis d'exploitation.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Si le gouvernement fédéral doit entreprendre des recherches industrielles scientifiques, dont le résultat serait qu'un concurrent puissant en force un autre à liquider, le Canada n'en tire aucun avantage. Je ne voudrais pas contribuer pour ma part à enrichir une société déjà riche, en l'encourageant dans ses recherches industrielles.

M. Mackenzie: Je ne crois pas qu'on vise à forcer quelque autre société à liquider.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Mais cela arrive et cela peut arriver. Si les résultats des recherches scientifiques sont simplement de rendre plus puissante une société qui l'est déjà, j'estime que cela ne suffit pas. Ceci ne devrait pas être notre affaire.

M. Mackenzie: Je n'utiliserais pas du mot *simplement*. Ceci, n'est pas le but important.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Mais il pourrait arriver que ce soit un résultat important. Y a-t-il moyen de parer à la chose?

M. Mackenzie: Quand la concurrence joue?

Le sénateur O'Leary (Carleton): Nous avons fait beaucoup au sujet d'autres genres de concurrence. De fait, depuis 30 ans, nous ne faisons rien d'autre que d'essayer de détruire la concurrence. Pourquoi s'arrêter? Sur le plan national, la concurrence joue un rôle très important. Les recherches industrielles influent sur notre commerce d'exportation et sur le commerce mondial. Sont-ce donc là les règles du jeu? Si quelque société puissante comme l'*Alcan* ou l'*International Nickel* peut évincer ses concurrents des affaires grâce à ses recherches industrielles, vous acceptez que ce soit ainsi que la partie se joue?

M. Mackenzie: Monsieur le sénateur, je n'ai pas dit exactement cela, que je sache. Ce que j'ai dit, c'est que le jeu pourrait donner lieu à quelques accidents de ce genre.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Et nous ne prenons aucune mesure pour nous protéger contre ces accidents? Je ne crois pas que nous puissions prendre la moindre mesure à cet égard.

M. Mackenzie: Je n'en connais aucune que je proposerais. Certaines stipulations insérées

dans les lois visent à faire face à cette situation. Mais vous examinez le sujet en présupposant que les grandes sociétés cherchent à écraser les petites. Non, ce n'est pas leur but.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Mais il peut s'agir de grandes sociétés. Un concurrent pourrait tenter de forcer *Consolidated Paper* ou *Fraser* à liquider ou mettre ces sociétés dans une situation financière si mauvaise qu'elles préféreraient voir leurs affaires liquidées.

Le sénateur Grosart: A votre avis, les recherches industrielles sont une fonction des grandes sociétés. C'est là peut-être l'argument que le sénateur O'Leary fait ressortir; si nous devons utiliser des deniers publics, sous forme d'encouragement fiscal, pour créer une société, l'effet peut être nuisible à d'autres citoyens ou sociétés. N'y a-t-il pas moyen de résoudre la difficulté? N'y a-t-il pas un grand danger à décider de mettre à exécution quelque genre de recherches industrielles en demandant le paiement de deniers publics, sous la forme d'un plan d'encouragement fiscal?

M. Mackenzie: Il me semble qu'il ne s'agit pas là de savoir si nous aimons ou n'aimons pas la chose. La dure réalité, c'est qu'à notre époque, les principales recherches seront vraisemblablement entreprises par les grandes sociétés. On ne veut évidemment rien faire pour empêcher qu'une petite société prenne de l'importance et se range parmi les grandes. Mais on est obligé d'admettre que le gros des principales recherches industrielles est fait par les grandes sociétés. Peu importe que ces sociétés soient américaines ou canadiennes. Si vous acceptez cela, il me semble qu'il faudrait les favoriser méthodiquement dans leurs recherches, au moyen d'un plan d'encouragement fiscal ouvert à tous.

Le sénateur Grosart: Mais est-il ouvert à tous? Il faut d'abord se procurer les capitaux voulus, et les grandes sociétés les possèdent déjà. Ce n'est peut-être pas le cas des petites.

M. Mackenzie: Quiconque a les qualités voulues peut être de la partie.

Le sénateur Grosart: Mais cette situation ne diffère guère de celle qui existe aux États-Unis où, par exemple, la NASA peut dire à une petite société: «Voici l'argent voulu pour faire telles ou telles recherches.» Les grandes sociétés ont déjà le capital qu'elles peuvent dépenser, pour ensuite faire une demande. Ce qui me préoccupe, c'est qu'il doit y avoir bien des petites sociétés qui ne peuvent pas agir de même.

M. Mackenzie: Permettez-moi de préciser que je ne parle ici que d'une partie du programme officiel d'encouragement des recher-